



# CONSEIL NATIONAL POUR LA RESISTANCE

## Mouvement UmNyobiste

*Mouvement Politique Camerounais et Africain de Ligne anti-impérialiste, internationaliste et panafricaniste ; Situait son action dans le prolongement des luttes historiques de notre peuple pour la liberté et l'indépendance.*

*S/c Africa-Club e.V, Norderreihe 63, 22767 Hamburg; Email: [cameroon.resistance.council@googlemail.com](mailto:cameroon.resistance.council@googlemail.com), Fax:00494075062115*

---

**"Si tous les fils du Royaume venaient par leurs mains assemblées boucher les trous de la jarre percée, le pays serait sauvé."  
Le Roi Ghezo d'Abomey**

## Plusieurs milliers de manifestants réprimés sur le pont du Wouri à Douala /Cameroun : Appel à la communauté Internationale et aux ami(e) s du Cameroun

Le **Conseil National pour la Résistance (CNR)** tient à porter à la connaissance de l'opinion internationale que la police et la gendarmerie camerounaises ont ouvert le feu ce matin, 27 février, sur des milliers de manifestants pacifiques, qui partaient de Bonabéri pour rejoindre le quartier de Bonandjo, au centre de la Capitale économique Camerounaise.

Les messages marqués sur les pancartes, étaient divers et variés. Mais on pouvait lire les mots d'ordre suivants **" Biya must Go", "Art 6.2, No", "libérer Equinoxe TV", "baisse les prix", "arrêter de tirer sur nous", "libérer tous des détenus politiques", "on est fatigué"**, etc.

Selon des informations absolument fiables, provenant des militants du CNR qui ont pris part à ces manifestations, des milliers de manifestants pacifiques et non armés ont été coincés par des gendarmes et des policiers au milieu du pont sur le fleuve Wouri, qui fait le lien entre les deux rives de la capitale économique. Les policiers et les Gendarmes étaient appuyés par un soutien aérien d'un hélicoptère de marque Puma, et piloté par un « blanc », vraisemblablement un coopérant militaire français, selon les manifestants !!

Malgré la dangerosité de l'emplacement, les forces répressives n'ont pas fait dans la dentelle: Coup de feux à balles réelles, gaz lacrymogènes, coups de matraques, canon à eau....., tout a été utilisé pour réprimer les manifestants sur le pont.

Il y a bien évidemment des victimes. De nombreux morts. Plusieurs manifestants ont été tués sur place à la suite de la fusillade. D'autres sont morts à la suite de leur chute du pont, d'autres encore par noyade dans le fleuve Wouri alors qu'ils essayaient de se sauver après la charge donnée par les forces répressives du régime sanguinaire au pouvoir. Plusieurs manifestants tombés dans le fleuve, ont d'ailleurs été aperçus en train nager, pour essayer de rejoindre les berges du Wouri.

*Au moins 2 personnes tuées ont été aperçues à **Béssekè** (ancienne route Bonabéri) à Douala dans un "pousse" entrain d'être transportées, par d'autres manifestants, à la morgue de Bonassama dans le quartier de Bonabéri. Au moins 400 autres personnes ont été arrêtées et torturées au cours des manifestations de ce 27 février à Douala et sont détenues à la légion de gendarmerie du Littoral et dans d'autres centres de répressionn.*

Il n'y a donc aucun doute que l'intention de tuer était manifeste chez les forces répressives, car une armée citoyenne et professionnelle, au vu de la dangerosité du site, aurait pu attendre que les manifestants traversent d'abord le pont, avant de les disperser, en cas de besoin. Cette précaution minimale n'a pas été prise par la police et la gendarmerie camerounaises, qui visiblement, n'avait pour objectif que celui de verser le sang d'innocents camerounais dont le crime est d'avoir réclamé plus de démocratie et de justice pour eux mêmes et pour leur pays.

En attendant le point exact du carnage de ce 27 février à Douala, carnage que rien n'explique, ni ne justifie, nous sommes en mesure d'affirmer qu'il y a eu plusieurs autres morts par fusillade (comme lors des manifestations du samedi 23, lundi 25 et mardi 26 février), dans d'autres coins de la ville de Douala et dans d'autres villes du Cameroun.

Au vu de la gravité de la situation, le **Conseil National pour la Résistance** :

Interpelle à la communauté internationale pour qu'elle fasse cesser les tueries de citoyens innocents et de manifestants pacifiques au Cameroun ;

**Demande une réunion d'urgence du Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine** pour débattre des graves violations des Droits Humains qui ont actuellement cours au Cameroun, et dans l'indifférence générale ;

Nous **interpellons le gouvernement français**, principal soutien du régime criminel et dictatorial au pouvoir au Cameroun, et la Secrétaire d'Etat française aux Droits de l'Homme pour qu'elle condamne les tueries en cours au Cameroun. Le matériel de répression utilisé par la police et la gendarmerie camerounaises (Canon à eau, hélicoptères Puma, Gaz lacrymogènes, etc.), proviennent d'ailleurs de la coopération militaire française. La France doit donc cesser d'armer un régime qui tue ses citoyens ;

Appelle toutes les forces progressistes dans le monde de s'insurger contre cette barbarie des temps modernes ;

Enfin, le **Conseil National pour la Résistance (CNR)** soutient totalement le mouvement populaire en cours contre la dictature corrompue au pouvoir au Cameroun et appelle toutes les forces progressistes camerounaises à prendre immédiatement leurs responsabilités pour chasser ce régime d'incapables et d'assassins du pouvoir

La lutte continue,  
Oser lutter, c'est oser vaincre  
Pour la patrie et l'Afrique nous vaincrons

Fait à Berlin, ce 27 février 2008

**Tene Sop G**  
Secrétaire Général du  
Conseil National pour la résistance (CNR)  
[cameroon.resistance.council@googlemail.com](mailto:cameroon.resistance.council@googlemail.com)  
Tel : 00491634637140